

RAPPORT N° 2022/3-36
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022

OBJET

**CREATION DE POSTES - MODIFICATION ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS /-
RENOUVELLEMENT AUTORISATION DE RECOURS A LA VACATION D'EMPLOI D'ETUDIANTS POUR LES
STRUCTURES DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE (BIAL-BIAP-MIAC) ANNEE SCOLAIRE 2022-2023**

I- CREATION DE POSTES - MODIFICATION ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

✓ **DIRECTION DU SPORT ET DE LA CULTURE – ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE DE
BEAUSEJOUR**

Afin de répondre aux besoins de l'école de musique, pour la rentrée scolaire 2022/2023, il est proposé de créer le poste suivant :

- **1 poste permanent à temps complet rattaché à l'école de musique intercommunale de Beauséjour** (cat B de la filière enseignement artistique du cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique) pour exercer les fonctions d'assistant d'enseignement artistique.
Missions : Placé sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il sera chargé de l'enseignement des disciplines formation musicale et guitare.
Ce poste est compensé par la suppression prochaine du poste d'assistant d'enseignement artistique sur la discipline coordination musiques actuelles et réunionnaises.

Et de procéder aux ajustements suivants :

- **Le poste permanent à temps non complet (15h)** rattaché à l'école de musique (cat B de la filière enseignement artistique du cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique) pour exercer les fonctions d'assistant d'enseignement artistique **est modifié en poste à temps complet (20h)**.
Missions : Placé sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il est chargé de l'enseignement des disciplines Jazz et flûte traversière.
- **Le poste permanent à temps non complet (10h)** rattaché à l'école de musique (cat B de la filière enseignement artistique du cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique) pour exercer les fonctions d'assistant d'enseignement artistique **est modifié en poste à temps non complet (15h)**.
Missions : Placé sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il est chargé de l'enseignement de la discipline guitare basse.
- **Le poste permanent à temps non complet (10h)** rattaché à l'école de musique (cat B de la filière enseignement artistique du cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique) pour exercer les fonctions d'assistant d'enseignement artistique **est modifié en poste à temps non complet (15h)**.
Missions : Placé sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il est chargé de l'enseignement de la discipline clavier.
- **Le poste permanent à temps complet (20h)** rattaché à l'école de musique (cat B de la filière enseignement artistique du cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique) pour exercer les fonctions d'assistant d'enseignement artistique **est modifié en poste à temps non complet (15h)**.
Missions : Placé sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il est chargé de l'enseignement de la discipline trompette.

✓ **CREATIONS DE POSTES DU BC DU 08/04/2022**

Afin de prendre en compte, la promotion interne et la réussite aux concours des agents de la Cinor, plusieurs postes ont été créés au bureau communautaire d'avril 2022. Toutefois, le tableau des effectifs n'a pas été pourvu en conséquence. A ce titre, il convient d'y inscrire 2 postes d'agent de maîtrise.

II - RENOUELEMENT AUTORISATION DE RECOURS A LA VACATION D'EMPLOI D'ETUDIANTS POUR LES STRUCTURES DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE (BIAL-BIAP-MIAC) ANNEE SCOLAIRE 2022-2023

Le statut de la Fonction Publique Territoriale prévoit que les emplois permanents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont occupés par des fonctionnaires territoriaux. Ces emplois peuvent dans certaines circonstances être occupés par des agents contractuels de droit public. Ces mêmes agents peuvent par ailleurs occuper des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

En dehors de ces cas de recrutement, les collectivités territoriales et leurs établissements public peuvent avoir recours ponctuellement à des vacataires. Ni fonctionnaires, ni contractuels de droit public, ces vacataires sont recrutés pour exercer un acte qui doit être déterminé (mission précise et de courte durée), discontinu dans le temps (pas de correspondance à un emploi permanent) et dont la rémunération est liée à cet acte.

Dans ce cadre, les bibliothèques intercommunales Alain Lorraine, Alain Peters et la médiathèque intercommunale Aimé Césaire rattachées à la direction du sport et la culture sollicitent un renfort de personnel qui permettrait de gérer des missions ponctuelles telles que prêt et retour des documents, aide au rangement et classement des documents, activités pour le jeune public (groupes, enfants seuls : jeux de société, activités de lecture et coloriage).

Le recrutement se fera auprès d'étudiants, sur la base d'un contrat de vacation sur la période de l'année scolaire d'août 2022 à juillet 2023, mobilisables pendant les vacances scolaires et à titre indicatif les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 14 h à 18h et les samedis de 10h à 12h et de 13h 17h.

S'agissant d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, le service sera rémunéré après service fait, sur la base d'un forfait horaire brut correspondant au montant horaire brut du smic en vigueur.

Il vous est donc proposé de reconduire le recours à la prestation de service de 6 étudiants sur la base d'un contrat de vacation, dans les structures du réseau de lecture publique de la CINOR, et d'autoriser le président à passer tout acte et à signer toute pièce dans le cadre de cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget principal / section fonctionnement.

Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Il vous est demandé :

- D'approuver la création des postes indiqués dans le rapport
- De reconduire le recours à la prestation de service de 6 étudiants pour l'année scolaire 2022-2023, sur la base d'un contrat de vacation dans les structures de réseau de lecture publique de la Cinor et d'autoriser le Président à passer tout acte et à signer toute pièce dans le cadre de cette affaire.
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-36
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET :

**CREATION DE POSTES - MODIFICATION ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS /-
RENOUVELLEMENT AUTORISATION DE RECOURS A LA VACATION D'EMPLOI D'ETUDIANTS POUR LES
STRUCTURES DU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE (BIAL-BIAP-MIAC) ANNEE SCOLAIRE 2022-2023**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-36 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la création des postes indiqués dans le rapport.

ARTICLE 2

De Reconduire le recours à la prestation de service de 6 étudiants pour l'année scolaire 2022-2023, sur la base d'un contrat de vacation dans les structures de réseau de lecture publique de la Cinor et autorise le Président à passer tout acte et à signer toute pièce dans le cadre de cette affaire.

ARTICLE 3

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 JUIL 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220630-BC2022-3-36-DE Date de télétransmission : 11/07/2022 Date de réception préfecture : 11/07/2022
--